

Au Pérou, deux mondes en tension

Jorge Legoas P.

Numéro 822, automne 2023

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/102761ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Legoas P., J. (2023). Au Pérou, deux mondes en tension. *Relations*, (822), 51–55.



AU PÉROU, DEUX MONDES EN TENSION

Une fracture sociale divise la société péruvienne et se trouve à la source des révoltes populaires qui ont secoué le pays ces derniers mois. La reconnaissance politique des populations rurales et autochtones, systématiquement invisibilisées, ainsi qu'une juste redistribution de la richesse sont au cœur de la solution à cette crise.

...

Jorge Legoas P.

L'auteur, spécialiste des Andes, est professeur adjoint en savoirs autochtones au Département d'études religieuses de l'Université Queen's, à Kingston

Le 7 décembre 2022, le président du Pérou, Pedro Castillo, décrète illégalement la dissolution du Parlement et instaure un régime d'exception. De la même manière, il décrète des élections anticipées et la formation d'un Congrès constituant chargé de rédiger une nouvelle Constitution, en remplacement de celle de 1993 adoptée sous le régime autoritaire d'Alberto Fujimori (1990-2000). Curieusement, Castillo ne s'est pas assuré du soutien de l'armée avant d'entreprendre cette manœuvre illégale, ce qui lui a valu d'être immédiatement arrêté pour rébellion et conspiration. Trois mois de révoltes populaires écrasées par une répression brutale de l'État s'ensuivirent. Pour comprendre ces événements et leurs conséquences pour le Pérou, il faut tenir compte de la culture politique qui s'y est développée au cours de la dernière décennie, mais surtout de l'immense dette historique que le pays a contractée à l'égard des secteurs sociaux exclus du pouvoir politique et économique.

Il est de notoriété publique que des secteurs de la population appuyant Castillo voulaient qu'il dissolve le Parlement, mais son geste illégal — qu'on peut qualifier de coup d'État autoritaire — a surpris tout le monde, d'autant que la Constitution lui permettait de procéder par des moyens légaux. Sous la pression des acteurs de l'opposition, il s'est probablement senti poussé à sauter dans une piscine vide, avec les conséquences que l'on sait : les forces armées condamnèrent immédiatement la démarche, puis les ministres du gouvernement démissionnèrent en bloc. Quelques heures plus tard, le Parlement démettait Castillo de ses fonctions, nommant à sa place la vice-présidente Dina Boluarte, appuyée par le fujimorisme¹ et des forces de droite. Dans la confusion générale et dans une ambiance de tragédie, l'ancien président fut rapidement arrêté, ce qui déclencha aussitôt des manifestations contrastées à Lima, certaines célébrant la nomination de Boluarte, d'autres exigeant la réintégration du président déchu.

« Lima nous tue ! »

Avant toute chose, rappelons que Pedro Castillo, candidat du parti Perú Libre (une coalition de gauche), a remporté l'élection présidentielle après un scrutin très serré, le 19 juillet 2021, face à son adversaire de la droite populiste Keiko Fujimori. Enseignant et syndicaliste, issu d'un milieu rural et appauvri, il a été le premier président de gauche à accéder au pouvoir en 50 ans dans ce pays². Très rapidement, les manifestations en sa faveur se sont propagées à travers le pays, en particulier dans les provinces des hauts plateaux du sud. Dans un premier temps, ses partisan·es ont appelé à une grève nationale pour forcer sa libération et la démission de la nouvelle présidente, considérée comme une usurpatrice. Ils ont aussi exigé de changer la Constitution néolibérale qui a institutionnalisé les inégalités dans le pays, ainsi que la tenue de nouvelles élections générales. Très vite, cependant, ces multiples revendications se sont réduites à une seule : la tenue rapide de nouvelles élections en 2023. Le message était clair : « Que tous quittent le pouvoir ! »

Dès les premiers jours des manifestations, le gouvernement opposa à la pression de la rue une féroce répression militaire et policière. Le 15 décembre et le 9 janvier furent des journées particulièrement funestes : 10 personnes ont été abattues à Ayacucho et 18 à Juliaca, toutes par des balles tirées à l'abdomen, au thorax ou à la tête. Elles se défendaient avec des pierres et des frondes. Certaines étaient même de simples passantes ; d'autres voulaient seulement aider les blessé·es. C'est alors que s'éleva au milieu des larmes de désespoir ce cri qui se grava dans la mémoire des gens : « Lima nous tue ! »

Dès lors, l'indignation générale suscitée par ces assassinats eut l'effet d'intensifier les manifestations à l'échelle nationale. Bien que les représentant·es les plus en vue du gouvernement et de la droite péruvienne réclamèrent une « main de fer » encore plus forte, le gouvernement, devant la pression nationale et internationale croissante, baissa la répression. Mais celle-ci avait déjà produit son effet funeste, se soldant par 60 morts, dont 49 personnes tuées par balles et plus de mille blessées. La tension a aussi diminué graduellement parce que les manifestant·es, en majorité des paysan·es, pouvaient difficilement rester longtemps dans la capitale et durent retourner sur leurs terres ou dans leurs villages situés dans leurs provinces d'origine. Résultat : la présidente n'a pas démissionné et les élections n'ont pas été devancées à 2023 (comme le réclamait la population), ni même à 2024. Mais la colère et l'indignation continuent de gronder. Le résultat reste une bombe à retardement.

*C'est alors que
s'éleva au milieu
des larmes de
désespoir ce cri qui
se grava dans la
mémoire des gens :
« Lima nous tue ! »*

Des mondes à part

Au-delà de la difficulté à comprendre pourquoi Castillo a tenté ce stratagème maladroit (bien qu'il ne soit pas difficile de penser qu'il ait pu être berné par certains de ses proches en connivence avec l'opposition), il faut tenter d'interpréter les raisons d'un déchaînement social aussi soutenu.

L'un des aspects les plus significatifs des manifestations fut de ne pas avoir de chef visible ni de direction unifiée, chaque région ou province s'étant mobilisée à son propre rythme (ce qui a par ailleurs facilité la démobilisation par la suite). Le fait que l'explosion sociale se soit propagée rapidement et avec force et constance a néanmoins donné l'impression d'un certain ordre, de sorte que bon nombre d'analystes ont été tentés de l'attribuer à des forces extérieures au mouvement populaire. C'est ce qu'ont fait conjointement et spontanément les grands médias, le gouvernement et la droite politique (avec l'assentiment d'une grande partie de la population). Les contrebandiers, les cultivateurs de coca, les trafiquants de drogue ou encore un mouvement quasi paramilitaire ethnonationaliste péruvien furent pointés du doigt. On alla jusqu'à attribuer l'origine des manifestations à des forces clandestines tentant de réanimer les extrémistes maoïstes du Sentier lumineux. Même Evo Morales (ancien président de la Bolivie voisine) fut accusé d'envoyer des armes en soutien aux manifestations. Pour le gouvernement, il ne s'agissait donc toujours que de vandales, de pillards, de terroristes ou de



Manifestation à Lima le 18 janvier 2023. Photo : PC/The Associated Press/Martin Mejia

criminels — une rhétorique visant à discréditer une mobilisation citoyenne et politique légitime.

Même des figures intellectuelles parmi les plus respectées de l'opinion politique nationale ont soutenu les arguments officiels : « l'ordre public doit être rétabli », « la vague de protestations violentes doit être endiguée », « ce ne sont que des fonctionnaires d'État pro-Castillo qui ne veulent pas perdre leur poste ». Or, s'il est possible que certains acteurs mal intentionnés aient pu profiter de la situation pour ajouter à la confusion et au désordre, en faire l'hypothèse principale expliquant l'origine du conflit reste malhonnête et ne fait que révéler la profonde fracture sociale qui divise la société péruvienne sur les plans économique, géographique et ethnique. Il subsiste en effet à Lima, siège du pouvoir, une ignorance profonde et un désintérêt bien ancré face à ce qui se passe dans le reste du pays. Dans ce contexte, 49 corps transpercés de balles, malheureusement, deviennent vite le signe qui met en évidence le sens du gouffre profond qui sépare ces deux mondes : Lima continue de les tuer. Mais pas seulement par balles.

Une dette historique envers les populations négligées

Ainsi, au Pérou, il suffit d'une étincelle pour mettre le feu aux poudres, rendant urgent le règlement de

la dette politique séculaire que Lima a envers les populations négligées du reste du pays. Les trois mois de fureur populaire émergent d'un épuisement social accumulé depuis au moins deux siècles. Il faut rappeler qu'après l'acte d'indépendance (1821), l'élan émancipateur de l'époque a caché, voire légitimé l'exclusion ; la division coloniale entre une république d'*Indios* (Autochtones) et une république de *Criollos* (descendants des Espagnols) a continué de structurer la société. Les acteurs *criollos* ont occupé les nouvelles instances gouvernementales de la république naissante qui a remplacé le régime colonial, tandis que les populations autochtones et métisses sont restées exclues des positions de pouvoir qui les auraient aidées à participer sur un pied d'égalité à la vie politique tant nationale que régionale ou provinciale. Cette situation est toujours la même 200 ans après l'indépendance, et les mythes andins qui annoncent qu'un jour le roi inca symbolique *Inkarri* — tué par les conquistadors espagnols et associé à l'avènement d'un âge de justice, de paix et d'abondance — se reconstituera à partir des parties de son corps démembré, éparpillées dans les quatre régions de l'empire préhispanique, semblent avoir encore une résonance avec la réalité.

L'Autochtone en tant qu'acteur politique a été systématiquement invisibilisé au Pérou, et le discours



Occupation et mémorial pour les victimes du gouvernement de Dina Boluarte, Plaza Manco Capác, Lima, 24 décembre 2022. Photo : Mayimbú/Wikimedia Commons

officiel sur les récentes révoltes populaires a été une nouvelle occasion de lui nier ce rôle : « Ce sont tous des terroristes », s'est exclamée l'ancienne présidente du Parlement, Maricarmen Alva, s'alignant sur la nécessité politique de réprimer les manifestations. Presque toutes les expressions de mécontentement qui ont émané des classes économiques moyennes et inférieures des provinces du pays ont été systématiquement délégitimées et disqualifiées au cours des dernières décennies, se faisant taxer par les élites de terroristes ou d'anti-systémiques, ou accuser de s'opposer au bien-être économique et au « progrès ». De même, le fait de mettre la faute sur de soi-disant incitateurs externes aux manifestations a une fois de plus contribué à perpétuer la méconnaissance systématique — sur la scène nationale — de la validité des revendications politiques et sociales des populations des provinces révoltées de Puno, d'Apurímac et d'Ayacucho. Celles-ci se sentent politiquement marginalisées, voire inexistantes, comme en font foi les nombreuses demandes de reconnaissance qui ressortent de leurs revendications.

Cette dette de reconnaissance s'est aggravée au cours des dernières décennies par son imbrication avec une dette de redistribution liée à l'exclusion économique croissante. La richesse matérielle générée par l'exploitation minière, principale composante de la fameuse croissance économique des dernières décennies (avec une croissance annuelle du PIB de 4,3 % entre 1991 et 2022, d'après la Banque centrale de réserve du Pérou), n'a pas été redistribuée équitablement parmi les populations andines et rurales vivant autour de ces zones d'exploitation. Au contraire, les entreprises minières ont grevé et hypothéqué les ressources naturelles sur ces territoires.

Ainsi, la dette de redistribution s'accroît et produit une inégalité flagrante; elle s'avère aujourd'hui une épée de Damoclès qui pend au-dessus de la tête des groupes sociaux les plus privilégiés, ceux-là mêmes que favorise la Constitution de 1993, qui a rendu possible le nouveau cycle d'accumulation basé sur l'exploitation minière. Le Pérou continue de croître économiquement tout en maintenant les niveaux d'inégalité les plus élevés d'Amérique latine : 10 % de la population y a accumulé à elle seule 53 % du revenu national entre 2000 et 2019, selon le Programme des Nations unies pour le développement. Lima tue de fait le Pérou rural et andin, non seulement par les balles, mais aussi par la faim. Les populations rurales n'ont d'autre gain qu'une promesse de développement qui se matérialise dans des programmes d'aide à la pauvreté, et une promesse de citoyenneté qui n'existe qu'à travers la seule participation électorale.

« Nous l'avons élu ! »

Cela dit, la question électorale (et institutionnelle en général) se révèle centrale pour comprendre ce qui s'est passé et ce qui pourrait survenir dans les mois ou les années à venir. Pedro Castillo a remporté les élections générales de 2021 contre la fille de l'ex-dictateur Alberto Fujimori avec une très faible marge de 0,26 % des voix. Or, c'était la troisième fois de suite que cette dernière arrivait en deuxième position. Son parti (Fuerza Popular) était déterminé à empêcher le candidat vainqueur de terminer son mandat; ses membres ont systématiquement boycotté les actions du gouvernement de Castillo (qui y a quand même prêté flanc en faisant des erreurs quasi suicidaires) en les délégitimant avec des arguments qui dénigraient les origines provinciales et paysannes du nouveau président.

Le Parlement est ainsi devenu un mécanisme pour perpétrer de tels boycottages, utilisant pour cela la menace de lancer la procédure de destitution (« vacance du pouvoir présidentiel ») contre Castillo en raison d'une « incapacité morale permanente » (concept présent dans la Constitution pour invoquer toutefois l'aliénation mentale). Le pays a ainsi connu six présidents au cours des six dernières années, en grande partie grâce à cette stratégie qui produit la plupart du temps des situations d'ingouvernabilité; le Parlement a appris à en user et à en abuser sous l'influence du fujimorisme.

Mais cette fois-ci, les conséquences se sont avérées plus graves. En le menaçant de destitution à trois reprises, on a cherché à délégitimer un président au profil très particulier, car Castillo, rappelons-le, est un instituteur d'origine rurale et paysanne, un habitant des communautés des *Ronderos* (faisant des rondes paysannes d'auto-défense) du nord du pays. Des millions de dépossédés du pouvoir se sont sentis concernés lorsqu'il a été rejeté de façon discriminatoire, et leur identification symbiotique à lui, reflétée par le cri popu-

laire « Nous l'avons élu ! », a été instantanée. Le harcèlement politique subi par Castillo, suivi de sa destitution, ont donc exacerbé le sentiment de trahison chez ceux et celles qui avaient voté pour lui et qui le voyaient comme l'un des leurs. L'idée que Castillo n'était plus autorisé à gouverner a touché une corde sensible chez ces personnes. En le démettant de ses fonctions, les autorités ont renforcé l'identification de cet électorat avec le président, lui donnant l'impression qu'on lui avait volé sa victoire électorale : la seule et unique reconnaissance fragile dont dispose cette partie de la population politiquement.

Frondes et votes : comment sortir de l'impasse ?

À force de réduire les revendications à la seule demande de nouvelles élections anticipées en 2023, le problème s'est concentré de manière inattendue sur la question électorale. Les frondes et les votes des citoyens et citoyennes se présentent donc comme les seules armes au moyen desquelles les exclus cherchent à s'affirmer sur la scène nationale. Pourtant, la situation à laquelle on veut faire face par ces moyens semble dépasser de loin la portée de ces deux armes, car le Pérou subit la mise en place d'un régime autoritaire de type fujimoriste au sein d'une structure gouvernementale en apparence démocratique. D'une part, le Parlement est contrôlé par une collusion d'intérêts pro-Fujimori et de groupes corrompus représentant des intérêts économiques mineurs, mais très actifs. Ces forces ont contrôlé la transition après Castillo et mis en place les acteurs qui occupent actuellement le pouvoir exécutif. Les deux pouvoirs (exécutif et législatif) forment aujourd'hui un binôme qui se protège lui-même, avec l'appui du ministère public. D'autre part, le dénouement des manifestations (qui ont finalement mis l'accent sur une solution électorale) laisse penser que de nouvelles élections n'auront pas lieu de si tôt. De toute manière, ce sont les mêmes forces de collusion qui les organiseraient, détenant le pouvoir de faire et de défaire les règles en vigueur, y compris les règles électorales pour 2026. La question est donc de savoir com-

ment sortir de cette impasse si cet engrenage est destiné à reconduire au pouvoir les mêmes acteurs qui persistent à ne pas représenter les intérêts d'une grande partie de la population, provoquant des crises politiques et sociales à répétition. Les perspectives à cet égard sont très sombres.

Alors qu'un certain calme imprègne l'atmosphère après la répression des mobilisations, il pourrait bien n'être que de courte durée (au moment d'écrire ces lignes, la dérive hyper-conservatrice et autoritaire du gouvernement peut entraîner la reprise des manifestations à tout moment). Car un sentiment de désespoir s'installe depuis, issu de l'apparente incapacité du jeu politique à transformer l'État péruvien afin de permettre aux dépossédés du pouvoir de se réapproprier la politique tout en rétablissant la démocratie. Dans l'histoire du Pérou, des massacres comme ceux qui ont eu lieu ont déjà conduit à la naissance de groupes extrémistes comme le Sentier lumineux. Si ces groupes avaient besoin d'une excuse pour se reconstituer, on vient de leur en fournir une sur un plateau d'argent. En fin de compte, si la voie électorale ne fonctionne pas, les lances de pierres et les moyens illégaux risquent, une fois de plus, d'être les seuls recours laissés aux dépossédés du pouvoir pour tenter d'affirmer leur existence. ■

Traduit de l'espagnol par Jean-Claude Ravet

1— Le terme désigne le mélange de populisme autoritaire, de conservatisme social et de libéralisme économique mis en place par Alberto Fujimori.

2— Lire Eduardo Malpica, « Pérou : les défis du premier président de gauche en 50 ans », *Relations*, 31 août 2021 [en ligne].

